



**MARCHÉ DE CONCEPTUALISATION ET INSTALLATION
DE L'HABILLAGE DES SITES DE COMPÉTITIONS ET
SITES ANNEXES DES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE
NATATION 2026 (MAPA-CEN2026-02)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

PRÉAMBULE	4
ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	4
PARTIE 1 - CLAUSES TECHNIQUES	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTIF DE LA PRESTATION	4
3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
3.2 CONCEPTION DES VISUELS	5
3.3 TECHNIQUE DE FABRICATION	5
3.4 POSE ET DÉPOSE DE LA SIGNALÉTIQUE	6
3.5 FIN DE VIE	7
PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES	7
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	7
4.1 ALLOTISSEMENT	7
4.2 LIEU D'EXÉCUTION	7
4.3 VISITE	7
4.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 7 - REPRÉSENTATION DES PARTIES	8
7.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN	8
7.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE	9
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 9 - CLAUSE SOCIALE	10
ARTICLE 10 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	10
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
11.1 RESPECT DES NORMES	11
11.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT	11
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES	11
12.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	11
12.2 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	12
ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES	13
13.1 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	13
13.2 RÉPARATION DES DOMMAGES	13
13.3 ASSURANCES	13
13.4 GARANTIES DIVERSES	13
ARTICLE 14 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION	14
ARTICLE 15 - DÉLAI D'EXÉCUTION	14
15.1 DÉBUT DE DÉLAI	14
15.2 EXPIRATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	14
15.3 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	14
ARTICLE 16 - LIVRAISON	15
ARTICLE 17 - PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE	15
ARTICLE 18 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC	16

18.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ	16
18.2 SUIVI DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 19 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ	17
ARTICLE 20 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE	18
ARTICLE 21 - MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ	18
21.1 INTÉRÊTS MORATOIRES	18
21.2 TAUX DE TVA	18
21.3 MONNAIE	18
21.4 TRANSMISSION DES FACTURES	18
ARTICLE 22- CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	18
22.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	18
22.2 ADMISSION	19
22.3 AJOURNEMENT	19
22.4 RÉFACTION	20
22.5 REJET	20
ARTICLE 23- PÉNALITÉS DU MARCHÉ	20
23.1 PÉNALITÉS DE RETARD	21
23.2 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE	21
23.3 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES	21
23.4 PÉNALITÉS SOCIALES	21
ARTICLE 24 - MODALITÉS DE FACTURATION	22
ARTICLE 25 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	22
ARTICLE 26 - DISPOSITIONS DIVERSES	23
26.1 LANGUE	23
26.2 GROUPEMENT	23
ARTICLE 27 - RÉSILIATION	23
27.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	23
27.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	23
27.3 DÉCOMPTÉ DE RÉSILIATION	24
27.3.1 Au débit du titulaire	24
27.3.2 Au crédit du titulaire	24
ARTICLE 28 - CONTENTIEUX	25

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur de ce marché est :

La Fédération Française de Natation (FFN)

104 Rue Martre

92110 CLICHY

Elle est représentée par son président.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la définition créative, quantitative et l'installation de l'ensemble des éléments liés à l'habillage et la signalétique des CEN 2026. Pour ce faire le prestataire devra :

- Etablir un concept visuel
- Proposer des solutions d'habillages en cohérence avec les lieux et exigences des CEN
- Elaborer un plan d'installation
- Présenter une temporalité allant de la prise des mesures et la création jusqu'à l'installation et le démontage sur chaque lieu.

Le marché est estimé à 114 000 € HT.

Code CPV :

- 79952000-2 — Services d'organisation d'événements
- 79822500-7 — Services de conception graphique
- 35261000-1 — Panneaux d'information
- 34928471-0 — Matériel de signalisation

PARTIE 1 – CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La FFN lance une consultation afin de trouver un prestataire compétent pour l'accompagner dans la définition créative, quantitative et l'installation de l'ensemble des éléments liés à l'habillage et à la signalétique des sites de compétition :

- Établir un concept visuel.
- Proposer des solutions d'habillage en cohérence avec les lieux et les exigences des CEN.
- Élaborer un plan d'installation.
- Présenter une temporalité allant de la prise des mesures et de la création jusqu'à l'installation et le démontage sur chaque lieu.
- Fournir une évaluation d'un budget global.
- Fournir des livrables complets : maquettes visuelles, phasage détaillé, plans techniques et recommandations spécifiques pour chaque site.

- Assurer une coordination étroite avec la FFN, les CEN et les autres prestataires impliqués (techniques, sécurité, organisation), afin de garantir une cohérence et une bonne exécution de l'ensemble du dispositif.

La prestation concerne deux sites principaux et une installation spécifique :

- Le Centre Aquatique Olympique - MGP (ouverture le 26 juillet)
- Le site Grenelle sur la Seine (ouverture le 31 juillet)
- La plateforme de High Diving (ouverture le 4 août)

Ces jalons constituent des impératifs calendaires à respecter, dans cet ordre de priorité. La compétition se déroule du 31 juillet au 16 août.

Niveaux d'habillage attendus :

- Extérieur des sites : un habillage minimum permettant d'identifier clairement la compétition.
- Espaces athlètes et médias : un habillage cohérent et qualitatif pour assurer l'image et l'expérience des acteurs principaux.
- Flux et espaces spectateurs : un focus renforcé, en particulier :
 - Au Centre Aquatique Olympique MGP : les flux spectateurs, le bowl spectateurs et le bassin doivent bénéficier d'un habillage visuel fort et immersif.
 - Pour l'Eau Libre (Île aux Cygnes) : habillage en plein air destiné au grand public, avec un traitement particulier du quai Grenelle sur la zone d'organisation et médias (infrastructures temporaires, tentes). Un focus spécifique est attendu sur le ponton de départ et d'arrivée.
 - Pour le High Diving : habillage de la tour elle-même et de la zone organisation attenante (tentes, infrastructures temporaires).

L'habillage devra contribuer à offrir une expérience esthétique et visuelle forte pour l'ensemble des populations impliquées (athlètes, spectateurs, officiels, médias, partenaires).

3.2 CONCEPTION DES VISUELS

La conception des visuels devra respecter la charte graphique des Championnats d'Europe établie par la Fédération et toutes autres consignes données par la Fédération, notamment dans le but d'assurer la cohérence visuelle de l'événement.

La signalétique destinée à l'orientation des différents publics doit ainsi prendre en compte le public en situation de handicap et proposer un dispositif spécifique facilitant la circulation sur le site des personnes en situation de handicap.

La Fédération sera particulièrement sensible aux propositions du prestataire permettant de proposer une signalétique adaptée aux personnes en situation de handicap.

3.3 TECHNIQUE DE FABRICATION

Les supports devront être garantis de tout vice de fabrication, facilement utilisables.

Le prestataire devra être en mesure de réaliser l'impression numérique de visuels sur toutes les structures de signalétique événementielle.

À toutes les étapes de fabrication, il devra en référer à la Fédération à même de contrôler la qualité et faire réaliser des tests d'impression avant de lancer en impression.

Si malgré ces vérifications, l'impression s'avère non-conforme, il devra impérativement signaler à la personne référente, cette non-conformité et remédier à cette situation dans les plus brefs délais pour éviter de différer la pose ou assurer une pose dont le rendu ne serait pas en adéquation avec le fichier transmis.

Si malgré les vérifications et après le Bon à Tirer obligatoire, la prestation ne correspondait pas à la demande, le titulaire du marché ne facturera pas le travail.

Si toutefois, les délais permettent un re-tirage, une seule fabrication sera facturée à la personne publique.

Selon le type de structure utilisée, le titulaire du marché devra garantir leur stabilité et conformité et sera également responsable de leur maintien.

3.4 POSE ET DÉPOSE DE LA SIGNALÉTIQUE

Le prestataire devra assurer la pose de signalétique la plus pertinente possible en termes de visibilité afin de mettre en valeur la participation de la Fédération à l'événement.

La Fédération donnera quelques directives, tout en laissant au prestataire le soin de concevoir l'implantation des matériels sur site, de la manière la plus appropriée.

Le titulaire devra être force de proposition afin de conforter la visibilité de l'événement.

Le titulaire est seul responsable de tous dommages pouvant survenir d'un problème de stabilité ou d'accroche des visuels et structures.

Lors de pose de signalétique en extérieur, le prestataire devra prendre en compte les conditions climatiques (vent, pluie...) : les supports installés devront être adaptés et sécurisés, notamment en cas de vent violent où les supports devront être lestés et/ou attachés afin de sécuriser les lieux recevant du public.

Par ailleurs, le prestataire engagera sa seule responsabilité si un dommage et/ou un accident venait à survenir ; il devra donc s'assurer au préalable du dimensionnement suffisant du système de lestage pour stabiliser le support et empêcher son renversement.

Lors de pose de signalétique à l'intérieur de bâtiments, le prestataire devra prendre en compte les contraintes spécifiques liées au bâtiment, notamment lorsque celui-ci est un bâtiment classé. Il devra également s'assurer que l'installation de la signalétique ne va pas à l'encontre de la réglementation en matière d'établissements recevant du public (ERP). Le titulaire du marché devra également respecter les contraintes inhérentes à chaque site.

A tout moment, la Fédération pourra procéder à des contrôles relatifs à l'exécution du présent marché en se rendant sur place, afin de faire des ajustements, si nécessaire, sans contrepartie financière. Elle vérifiera si l'ensemble des prestations est conforme au cahier des charges. Le matériel utilisé devra être préalablement vérifié avant sa mise en place sur les lieux de l'événement.

À défaut et en cas de défectuosité du matériel au moment de l'installation sur site, aucun frais de déplacement supplémentaire ne sera facturé à l'une ou l'autre des collectivités.

Le prestataire se conformera aux contraintes de l'événement et des sites. Le démontage devra respecter les contraintes inhérentes au site, qui sera laissé en bon état de propreté et devra obligatoirement être nettoyé de tous les déchets inhérents à l'installation du matériel. Le prestataire s'engage à ne laisser aucun support abîmé, déchiré, sur le site. Le titulaire sera particulièrement vigilant aux bords de Seine.

La gestion des déchets doit respecter les consignes de tri applicables sur les sites.

3.5 FIN DE VIE

La fin de vie de tous les produits proposés dans le cadre du marché doit être anticipée et intégrée à la réponse qui détaille le programme de seconde vie des produits, la méthodologie retenue, les solutions proposées et les coûts associés. Les éléments de preuve devront être apportés à l'issue de l'événement.

Le prestataire mettra en place un traitement distinct entre les éléments généraux et ceux destinés aux PSH. Il sera responsable du traitement des éléments généraux, tandis que la Fédération assurera la gestion des éléments relatifs à la signalétique PSH.

PARTIE 2 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

4.1 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

4.2 LIEU D'EXÉCUTION

Le dispositif global de l'habillage et de la signalétique des CEN 2026 s'étendra sur une zone géographique permettant de couvrir :

- les sites de compétitions (CAO, bras Grenelle et site de high diving) et leurs abords
- les lieux d'hébergements identifiés par l'organisation
- les lieux de réceptions
- les stations de transports en commun.

Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de la Fédération en cours d'exécution du marché, il encourt les sanctions prévues à l'article 27 du présent CCP.

4.3 VISITE

Les soumissionnaires pourront procéder à une visite, non obligatoire, du Centre Aquatique Olympique MGP.

Adresse de rendez-vous pour la visite : 361/363 avenue du Président Wilson - Saint Denis. Un parking voiture est disponible et gratuit au stade de France P1.

Cette visite aura lieu le 4 décembre 2025 à 10h00.

En cas de difficulté vous pouvez joindre Nessim Charef (nessim.charef@ffnatation.fr)

Les Titulaires ayant procédé à la visite se verront remettre une attestation de visite en vertu de laquelle ils seront alors réputés avoir une parfaite connaissance du lieu :

- configuration du site
- conditions d'accès
- ainsi que tous les éléments afférents à l'exécution des prestations sur ce site.

Il ne pourra, par la suite, invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de la Fédération.

4.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ

La Fédération peut conclure avec d'autres opérateurs économiques sur des prestations similaires à celle prévue au présent marché dès lors qu'elles ne concernent pas l'organisation des championnats d'Europe ou dès lors que le prestataire n'est pas en mesure de répondre à la commande de la Fédération, dans les délais impartis.

Le marché pourra être modifié, dans les limites et conditions du code de la commande publique, si des fournitures ou services supplémentaires deviennent nécessaires et ne figurent pas dans la présente consultation, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants.

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prendra fin à l'issue des championnats d'Europe de Natation 2026 et au plus tard au 31 août 2026.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le cahier des clauses particulières ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par la Fédération au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

7.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN

Dès la notification du marché, la FFN désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la Fédération en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant la Fédération.

7.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la Fédération, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la Fédération dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Fédération les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Fédération toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

La FFN notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire. Chaque prestataire identifie également une personne chargée du suivi du marché dont il communique les coordonnées à la FFN. Ce correspondant a également pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire qui envisage d'en sous-traiter une partie demande à la Fédération d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, la Fédération notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à la Fédération le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à la Fédération lorsque celui-ci en fait la demande.

ARTICLE 9 – CLAUSE SOCIALE

La Fédération a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause sociale constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra :

- Fournir les données nécessaires à la réalisation des bilans de l'événement conformément aux demandes de la Fédération notamment sur les études d'impact ;
- Participer à l'enquête de satisfaction des prestataires ;
- Intégrer les engagements de la Fédération en matière de lutte contre toutes les discriminations et de promotion de l'égalité femme-homme à l'ensemble de ses prestations ;
- Relayer les programmes de sensibilisation et d'informations de la Fédération auprès de ses équipes opérationnelles.

ARTICLE 10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Soucieuse de réduire l'empreinte environnementale de ses achats, la Fédération intègre des exigences environnementales destinées à promouvoir des prestations écoresponsables tout au long de l'exécution du marché.

À ce titre, le titulaire s'engage à adopter une démarche proactive d'amélioration continue de la performance environnementale des produits et services mobilisés, notamment en amont de chaque projet, où il devra être force de proposition sur ce sujet. Pendant toute la durée d'exécution des prestations, il veille au respect de ces engagements et fournit, à la demande de la Fédération, tout élément de preuve nécessaire.

Il est attendu du titulaire qu'il s'engage pleinement sur les points suivants :

- Réduction de l'empreinte carbone (transports, emballages, etc.)
- Réduction des déchets et tri systématique
- Optimisation des achats (seconde vie, recyclage, réemploi)
- Suppression ou remplacement des emballages à usage unique.

A cette fin, il sera attendu du prestataire qu'il fournisse un inventaire détaillé et précis des matières utilisées dans le cadre de la réalisation de la prestation.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la Fédération.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par la Fédération afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de la Fédération, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité à l'article 23.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de la Fédération, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 RESPECT DES NORMES

L'ensemble des prestations, fournitures et installations devra être conforme aux normes, réglementations et règles de l'art en vigueur.

L'entreprise candidate devra être titulaire du label Imprim'vert ou équivalent, la preuve de l'équivalence pouvant être apportée par tout moyen approprié.

À titre indicatif et non exhaustif, les documents et normes suivants sont applicables : NF C 15-100, NF C 13-100, NF C 13-200, référentiel ENEDIS, réglementation ERP, NF EN 13200 (installations pour spectateurs), Eurocodes, Charte pour des événements écoresponsables à Paris, etc.

L'ensemble des prescriptions en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement (HSE) devra également être respecté.

11.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT

La prestation, objet du présent marché, dont le titulaire assume l'entière responsabilité sera en tous points conforme aux exigences définies dans les documents de consultations et assortie d'une obligation de résultat, notamment concernant le respect des délais d'exécution et le respect de la qualité des prestations.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

12.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et la Fédération qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature,

présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont la Fédération est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec la Fédération. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que la Fédération aurait elle-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par la Fédération à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment en cas de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

La Fédération s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. La Fédération informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Sauf à ce que le titulaire ait également conclu un contrat de parrainage avec la FFN, il ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client »

12.2 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES

13.1 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

13.2 RÉPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la Fédération par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par la Fédération, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de la Fédération.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de la Fédération, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la Fédération au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit la Fédération contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

13.3 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Fédération et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Fédération et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément la FFN de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.4 GARANTIES DIVERSES

Le titulaire (dont tous les membres du groupement le cas échéant) est tenu de notifier sans délai à la FFN les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire, le(s) co-traitant(s) et le(s) sous-traitant(s) et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la FFN.

En cas de manquement, la FFN ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement

ARTICLE 14 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire est également garant de la communication des informations, des conseils et de l'assistance nécessaires à la parfaite réalisation des prestations.

Le titulaire doit régulièrement informer la FFN de l'exécution des prestations, l'avertir de toute difficulté rencontrée dans ce cadre et proposer les solutions appropriées. En tant que professionnel, il a un devoir de conseil auprès de la FFN pendant toute la durée du marché. Ce devoir de conseil se matérialise par écrit adressé à la FFN.

ARTICLE 15 - DÉLAI D'EXÉCUTION

15.1 DÉBUT DE DÉLAI

Sauf stipulation contraire, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

15.2 EXPIRATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de la Fédération, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

Lorsque le marché a prévu que l'admission se fera dans les locaux du prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est celle prévue pour l'admission.

En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à la Fédération, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché ou du bon de commande, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché ou du bon de commande.

15.3 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de la Fédération ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Fédération prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à la Fédération les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à

quinze jours. Il indique, par la même demande, à la Fédération la durée de la prolongation demandée.

La Fédération dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 16 - LIVRAISON

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ces prestations de manutention donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 15, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 15.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 17 - PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE

Pendant l'exécution du marché, la Fédération peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter

les modifications qu'il propose, dans les limites et conditions fixées par le CCP et formalisées par avenant.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de la Fédération.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par la Fédération au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par la Fédération après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à la Fédération en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

En cas de désaccord, la Fédération règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque la Fédération et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à la Fédération, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

ARTICLE 18 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses particulières, de l'annexe de l'acte d'engagement et du cadre de réponse technique du titulaire.

18.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ

Une réunion de lancement aura lieu après l'attribution du marché. Elle aura notamment pour objet de :

- présenter l'organisation des Championnats d'Europe 2026,
- préciser les règles d'engagement des prestations et les modalités de facturation,
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à mener,
- rappeler la nature des prestations et le planning associé,
- agréer les modalités de communication avec le titulaire,
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation envers le titulaire.

18.2 SUIVI DES PRESTATIONS

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Prestataire s'engage à participer aux réunions de suivi organisées par la Fédération et/ou avec d'autres prestataires intervenant sur le projet.

Ces réunions pourront être tenues en présentiel ou en visioconférence, selon les besoins et les décisions de la Fédération. Le calendrier, la fréquence et l'ordre du jour de ces réunions seront communiqués au Prestataire avec un préavis raisonnable.

La participation du Prestataire à ces réunions est obligatoire. Toute absence devra être préalablement signalée et dûment justifiée auprès de la Fédération.

Les frais liés à la participation à ces réunions (y compris déplacements, temps de présence, préparation et suivi) sont réputés inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par le Titulaire dans son offre financière. Aucune rémunération complémentaire ne pourra être exigée à ce titre.

Le prestataire s'engage à produire les éléments dès validation du BAT, sans attendre la validation de l'ensemble des supports, afin de garantir une mise en production progressive et sécurisée.

Le prestataire doit respecter strictement le BAT validé, tant sur les dimensions, les matières, les couleurs, que sur la qualité d'exécution.

ARTICLE 19 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de la Fédération et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir la Fédération de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de la Fédération les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe la Fédération de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à la Fédération pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 20 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE

Les prix sont réputés fermes et non révisables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T)

ARTICLE 21 - MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

21.1 INTÉRÊTS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

21.2 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

21.3 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

21.4 TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures sont transmises par voie électronique au responsable FFN de la prestation.

ARTICLE 22 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des délais peuvent être réduits en cas d'urgence liée à la tenue de l'événement.

22.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à la Fédération de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

la Fédération effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités du présent article.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, la Fédération peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, la Fédération prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

22.2 ADMISSION

La Fédération prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison

22.3 AJOURNEMENT

Lorsque la Fédération estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la Fédération les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, la Fédération a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par la Fédération au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la Fédération dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

22.4 RÉFACTION

Lorsque la Fédération estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, la Fédération dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, la Fédération est réputée avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

22.5 REJET

Lorsque la Fédération estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par la Fédération, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de la Fédération présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par la Fédération, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, la Fédération ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé la Fédération des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que la Fédération a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

ARTICLE 23 - PÉNALITÉS DU MARCHÉ

Les pénalités sont cumulatives entre elles si des manquements distincts sont constatés. Chaque pénalité donne lieu à un constat contradictoire notifié au titulaire. Elles sont neutralisées pour la part de retard ou le manquement imputable à la FFN ou résultant d'un cas de force majeure dûment justifié.

23.1 PÉNALITÉS DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, la Fédération applique des pénalités.

Lorsque la Fédération envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si la Fédération considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

23.2 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire ne communique pas le(s) contrat(s) de sous-traitance et ses éventuels avenants à la Fédération dans un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la Fédération, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

23.3 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES

En cas de non-respect du guide pratique pour de grands événements écoresponsables à Paris (présence de déchets, dégradation de la flore, des sols, des cheminements, du mobilier et équipements, circulation d'engins sur les espaces végétalisés) : 150€ par constatation.

Après mise en demeure restée infructueuse, si la gestion des déchets est non-conforme (tri/traçabilité/évacuation) : 500€

En cas de dégradations/non-remise en état en fin d'évènement : 500€ par site, sans préjudice de la refacturation des remises en état.

23.4 PÉNALITÉS SOCIALES

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 250,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 24 - MODALITÉS DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation de la cellule d'organisation des CEN 2026.

Toute facture reçue par la FFN avant attestation du service fait sera rejetée.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du titulaire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du titulaire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

ARTICLE 25 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par la Fédération. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, la Fédération se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 28.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à la Fédération d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

ARTICLE 26 – DISPOSITIONS DIVERSES

26.1 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction officielle en français.

26.2 GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à la Fédération la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 27 – RÉSILIATION

27.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec

le montant du marché, la Fédération peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Fédération résilie le marché.

27.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

La Fédération peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b. Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c. Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par la Fédération dans le cadre de l'article 4.2 ;
- d. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- e. Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 13.3 ;
- f. Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g. Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 7 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- j. L'utilisation des résultats par la Fédération est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
- k. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- l. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux f, h, k et l du présent article, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Fédération informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

27.3 DÉCOMPTE DE RÉSILIATION

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par la Fédération et notifié au titulaire .

27.3.1 Au débit du titulaire

Le décompte de résiliation comprend au débit du titulaire :

- les sommes versées à titre d'avances, acomptes, règlements, solde.
- la valeur des moyens confiés non restitués
- la valeur des moyens pris à l'amiable
- le montant des pénalités

27.3.2 Au crédit du titulaire

Le décompte de résiliation comprend au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises (y compris les intérêts moratoires)
- les prestations fournies à la demande de la Fédération

ARTICLE 28 - CONTENTIEUX

La Fédération et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de la Fédération et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par la Fédération à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 27.3

Tout différend entre le titulaire et la Fédération doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à la Fédération dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

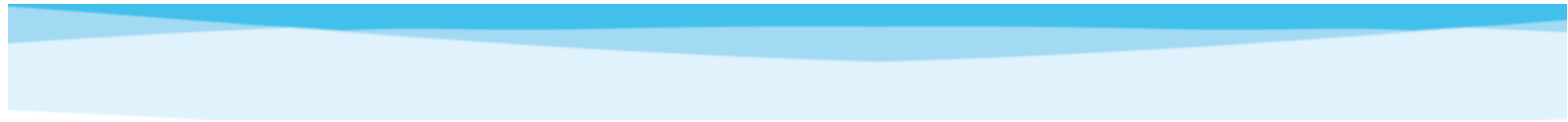
Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

La Fédération dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque la Fédération et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite précédemment, ils privilégient le recours, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par la Fédération ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées au présent article, pour porter ses



réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

